

## Premiers résultats de l'enquête 2007 sur le capital social et les identités en Wallonie

Auteurs : Sébastien Fontaine, Frédéric Heselmans, Patrick Italiano, Jérôme Pieters  
En collaboration avec l'WEPS sous la direction scientifique de Marc Jacquemain

De plus en plus d'organisations et de scientifiques s'accordent à reconnaître que la richesse et le bien-être d'une société ne peuvent pas uniquement se mesurer en termes économiques. Le capital social, qui couvre l'ensemble des liens et des réseaux qui unissent les groupes et les personnes au sein d'une communauté, les normes et les valeurs qu'ils partagent, est maintenant considéré, avec les ressources environnementales, le capital économique et le capital humain comme un des composants fondamentaux de la richesse d'un territoire. La « théorie » sur le capital social part d'une intuition fondamentale : pour comprendre les différences de développement des sociétés que ce soit en matière de développement économique, de gouvernance, de santé publique ou de sécurité, il est nécessaire de s'intéresser aux réseaux de relations personnelles qui « innervent » de manière variable les différentes sociétés et aux traits structurels qui se développent à partir de ces connexions : confiance entre les membres, sens de la réciprocité, capacité d'action collective.

En 2007, l'WEPS et le CLEO-Université de Liège ont réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population wallonne<sup>1</sup> une enquête sur les identités et le capital social. Celle-ci livre un ensemble de résultats sur le rapport des citoyens à la société : sentiment d'appartenance, participation citoyenne et associative, confiance dans les personnes et les institutions, ainsi que sur d'autres thèmes tels que l'usage des médias ou encore le sentiment de sécurité. Nous présentons ici quelques extraits des résultats organisés autour des thèmes « Participation » et « Appartenance » en mettant un accent particulier sur la participation associative, la confiance interpersonnelle et dans les institutions, le sentiment d'appartenance, la participation électorale ainsi que la perception de la qualité de l'environnement.

### EN WALLONIE, UN CITOYEN SUR DEUX EST MEMBRE<sup>2</sup> D'AU MOINS UNE ASSOCIATION

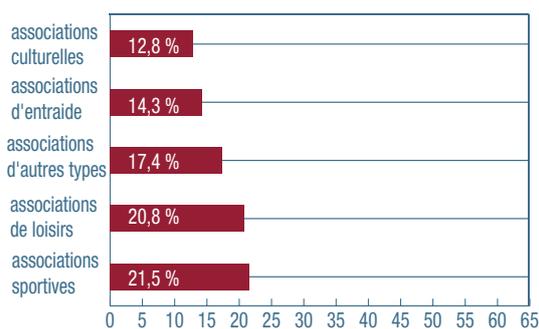
Les hommes sont un peu plus nombreux (56%) que les femmes (43%) à être membres d'au moins une

association, quel qu'en soit l'objet. Parmi les types d'associations dont il est question, ce sont celles à vocation sportive qui sont le plus représentées, juste devant les associations de loisirs.

A l'encontre d'une perception intuitive qui lierait participation associative et abondance de temps libre, ce sont les personnes ayant un travail rémunéré qui sont le plus souvent membres de clubs ou associations, à raison de 55% parmi les actifs occupés contre 43% parmi les non actifs. On remarquera cependant que parmi ceux-ci, étudiants et retraités sont plus proches des actifs occupés alors que les chômeurs sont les moins investis dans le monde associatif. L'aisance financière est un autre facteur explicatif, les personnes qui déclarent pouvoir facilement boucler les fins de mois étant plus souvent membres. Le lien suggéré par la relation observée entre statut économique et capital social mérite d'être approfondi.

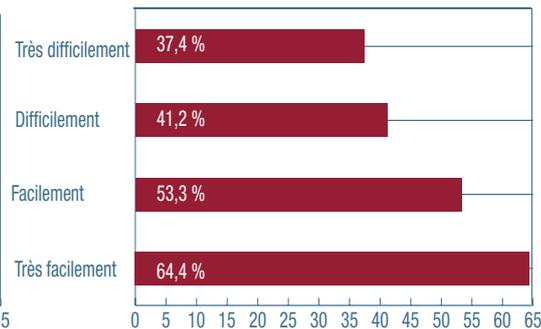
On remarquera aussi que la consommation de médias est corrélée négativement avec la participation

TAUX D'ADHÉSION À AU MOINS UNE ASSOCIATION



Source : Enquête « Identités et capital social en Wallonie », 2007

TAUX D'ADHÉSION À AU MOINS UNE ASSOCIATION SELON LA FACILITÉ À BOUCLER LES FINS DE MOIS



Source : Enquête « Identités et capital social en Wallonie », 2007

«MÊME DE NOS JOURS, JE TROUVE QUE L'ON PEUT FAIRE CONFIANCE À LA PLUPART DES GENS»

	%
Tout à fait d'accord	6
Plutôt d'accord	50
Plutôt pas d'accord	33
Pas du tout d'accord	11
Total	100

Source : Enquête «Identités et capital social en Wallonie», 2007

associative : plus les personnes font une consommation quotidienne importante de la télévision, moins elles sont susceptibles d'être membres d'une association. Il en va de même pour le temps passé quotidiennement sur internet.

La pratique du bénévolat, indice d'engagement collectif, a diminué en 2007 par rapport à 2004. En 2007, une personne sur quatre a consacré du temps à des activités bénévoles au cours de l'année comparativement à une personne sur trois en 2004.

### **PARTICIPATION ET CONFIANCE : DEUX NOTIONS ÉTROITEMENT LIÉES...**

L'approche sociologique dite du « capital social » associe la participation associative avec la capacité des personnes à faire confiance. Les résultats de l'enquête confirment cette relation entre la participation associative et la confiance qui peut être vue comme condition à la coopération, ou encore comme un produit de celle-ci.

La confiance généralisée est estimée par l'adhésion à la proposition « Même de nos jours, je trouve que l'on peut encore faire confiance à la plupart des gens ».

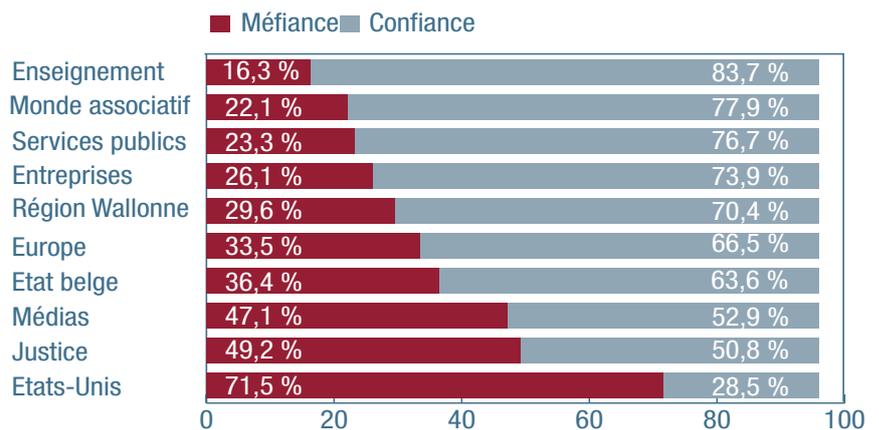
Parmi les personnes qui déclarent être tout à fait d'accord avec cette affirmation, 55% sont membres d'au moins une association contre à peine 35% pour les personnes dont la confiance interpersonnelle est faible (celles qui ne sont pas du tout d'accord avec l'affirmation mesurant la confiance).

Comme pour la participation associative, plus le niveau de diplôme est élevé, plus la capacité à faire confiance *a priori* est grande. L'aisance financière est aussi un facteur favorisant cette confiance généralisée.

Si l'on cherche à estimer qui, parmi l'entourage, inspire le plus de confiance, on constate sans grande surprise que c'est la confiance dans la famille qui est la plus grande : 79% des répondants déclarent une grande confiance ou une confiance totale dans leur famille, 73% dans leurs amis, alors que seulement 40% ont une grande confiance ou une confiance totale dans leurs voisins.

On remarque par ailleurs qu'il existe une relation statistiquement significative

### **INDICE DE CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS**



Source : Enquête «Identités et capital social en Wallonie», 2007

entre la confiance que l'on accorde aux autres et le tissu social. Ainsi, les personnes qui se sentent souvent seules sont aussi celles qui souffrent d'un déficit en terme de confiance : 72% des personnes qui se sentent très souvent seules n'ont pas ou pas du tout confiance dans les autres, contre 40%

pour les personnes qui déclarent ne jamais se sentir seules.

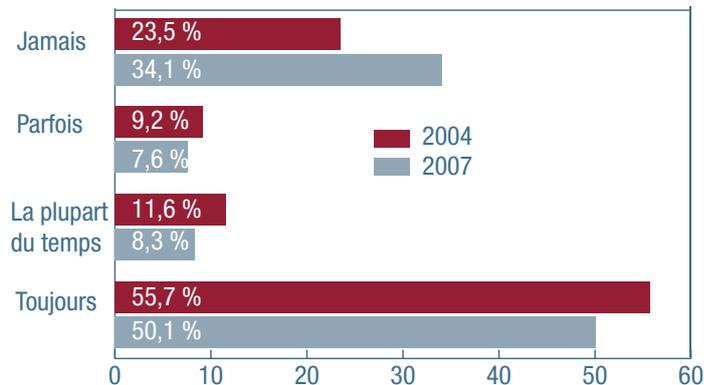
En considérant un indicateur plus objectif de l'ampleur du tissu social, les résultats vont dans le même sens : 40% des personnes qui possèdent un réseau d'amis (au moins deux amis) estiment ne pas pouvoir faire confiance aux autres, contre 57% parmi les personnes qui déclarent n'avoir aucun ami.

### **UNE PLUS GRANDE CONFIANCE EN L'ENSEIGNEMENT**

L'enquête a mesuré le niveau de confiance des Wallons et des Wallonnes en une série d'institutions. Les résultats ci-dessous sont présentés en fonction du degré de confiance<sup>3</sup>. En tête du classement, on retrouve l'enseignement qui bénéficie de la plus grande confiance de la part des citoyens : seuls 16% d'entre eux déclarent ne pas avoir confiance (plutôt pas ou pas du tout confiance) dans l'enseignement. L'enseignement est suivi à distance par le monde associatif et les services publics. Les niveaux de pouvoir se démarquent les uns des autres, et l'on voit la Région wallonne bénéficier d'une plus grande confiance que l'Etat belge ou que l'Europe. Parmi les institutions

« nationales », c'est la justice qui ferme la marche : une personne sur deux déclare ne pas avoir confiance (plutôt pas confiance ou pas du tout confiance) en la justice. En termes de confiance à l'égard des institutions, on soulignera également la position relativement bonne des services publics dans le classement.

## SI LE VOTE N'ÉTAIT PLUS OBLIGATOIRE EN BELGIQUE, IRIEZ-VOUS ENCORE VOTER AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES (FÉDÉRALES)?



Source : Enquête «Identités et capital social en Wallonie», 2007

### ET SI LE VOTE N'ÉTAIT PLUS OBLIGATOIRE EN BELGIQUE...

Le vote est, comme nous le savons tous, obligatoire en Belgique. A défaut donc d'un indicateur de participation électorale, l'enquête a mesuré la propension à aller voter pour les différents scrutins si le vote n'était plus obligatoire. La question ayant déjà été posée en 2004, on constate une augmentation de la proportion de personnes qui s'abstiendraient systématiquement de voter.

Aux élections législatives fédérales, les résultats montrent que seul un Wallon sur deux irait encore voter à chaque fois s'il n'y était plus contraint. Cela représente une baisse de 5% par rapport aux résultats de 2004. L'enquête ayant été réalisée en mai-juin, on ne peut évidemment ici présager de l'impact de la crise politique successive aux dernières élections. Le pourcentage de ceux qui n'iraient jamais voter a augmenté de 10% en trois ans<sup>4</sup>.

Ces résultats varient très peu selon le genre ou la classe d'âge : seuls ceux qui n'iraient « jamais voter » sont plus nombreux parmi les aînés (41% parmi les 65 ans et plus). Par contre, ce sont les plus diplômés qui continueraient à voter systématiquement (71% des diplômés du supérieur contre 33% de ceux qui ont au mieux un niveau secondaire inférieur). L'aisance financière s'avère également en relation avec la participation démocratique : la facilité à boucler les fins de mois présente un lien fort et linéaire avec la propension à aller voter : ceux qui finissent « très facilement » leurs mois seraient 61% à aller voter, ceux qui les finissent « très difficilement » seulement 31%.

Les autres niveaux de scrutin auraient une attractivité légèrement différente. La participation aux élections régionales serait comparable à celle des législatives, tandis qu'un pourcentage un peu plus élevé d'individus participerait « toujours » aux communales (57,1%). C'est le niveau européen qui verrait la participation la plus basse, avec 46,3% des personnes qui y prendraient « toujours » part.

### LES WALLONS SE SENTENT PLUS SOUVENT BELGES QUE WALLONS ...

Le sentiment d'appartenance a été mesuré, entre autres, à partir de la question qui porte sur la fréquence du sentiment d'appartenance européen, belge et wallon : « Vous arrive-t-il de vous sentir européen, belge, wallon ? » (les modalités de réponse, pour chacun des sentiments d'appartenance, pouvant varier de « jamais » à « tout le temps »).

Sur la dimension de fréquence<sup>5</sup>, le graphique ci-dessous montre que c'est

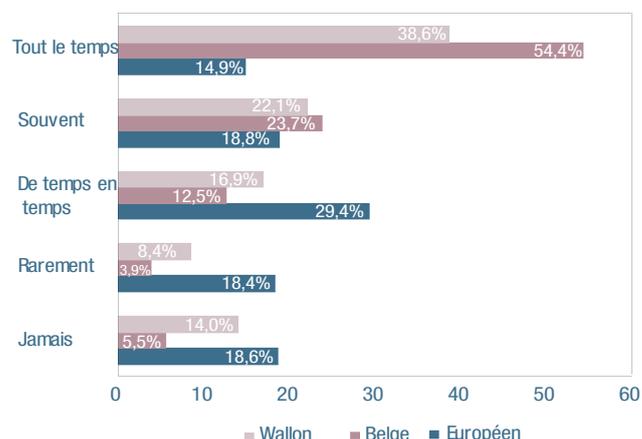
le sentiment d'appartenance belge qui domine assez nettement. Le sentiment européen est de loin celui que les wallons ressentent le moins souvent.

Les études réalisées par le CLEO sur le sentiment d'appartenance<sup>6</sup> ont cependant montré qu'en Belgique francophone, les sentiments d'appartenance à la Wallonie, à la Belgique, à l'Europe sont plutôt éprouvés sur le mode de la complémentarité que sur celui de la concurrence. Ceux qui se sentent fortement wallons ont ainsi tendance à se sentir fortement belges et, à l'inverse, lorsqu'une appartenance collective est faible, les autres ont tendance à l'être aussi.

Pour faciliter la lecture des évolutions, nous avons synthétisé les résultats sous la forme d'un indice. Pour la comparaison dans le temps, la variable « fréquence » a été transformée en un indice variant de 0 à 4 (0 représentant le mieux la modalité « jamais »). Nous présentons ici les résultats échelonnés sur quatre enquêtes menées de 1991 à 2007.

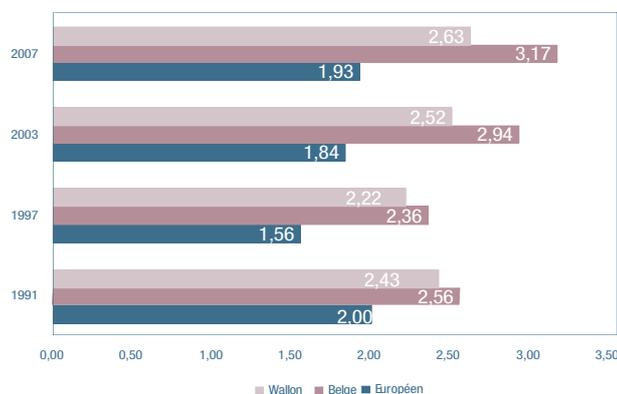
Par rapport à l'enquête de 2003-2004, nous voyons que les trois niveaux d'identification ont connu une progression. Celle-ci confirme la tendance déjà relevée entre 1997 et 2004. C'est donc plutôt le repli entre 1991 et 1997 qui apparaît comme une exception dans la tendance générale. On voit cependant qu'entre 2003 et 2007, c'est le sentiment européen qui progresse le moins : de peu, l'écart continue à se creuser, alors que dans les années 80-90, c'étaient surtout les jeunes

### FRÉQUENCE DES SENTIMENTS D'APPARTENANCE



Source : Enquête «Identités et capital social en Wallonie», 2007

## EVOLUTION 1991-2007 DE LA FRÉQUENCE DES SENTIMENTS D'APPARTENANCE (INDICE)



Source : Université de Liège, CLEO

qui s'identifiaient à l'Europe, de telle sorte que le rattrapage dans le temps aurait été une prévision raisonnable. Cette année, on voit aussi et surtout que c'est le sentiment belge qui a le plus progressé, du double par rapport à la progression du sentiment wallon.

A l'inverse de ce que nous mesurons au début des années 90, les jeunes se sentent moins européens que leurs aînés : les 18-24 ans sont ceux qui ont les sentiments les plus faibles pour toutes les dimensions, mais ce déficit est encore plus marqué quant à l'identification européenne. Le sentiment européen est stable sur les catégories d'âge de 25 ans et au-delà, tandis que les sentiments belge et wallon progressent régulièrement avec l'avancée de l'âge.

Le sentiment belge est le plus fort dans le Brabant wallon et en province de Namur, au contraire de Liège où il est comparativement moindre. A l'inverse, le sentiment wallon est au plus bas dans le Brabant, et au plus haut à Namur et dans le Luxembourg. On remarque aussi le lien significatif entre ces sentiments et le niveau d'étude : le sentiment wallon est plus fort chez les personnes qui possèdent un faible niveau d'étude (maximum secondaire inférieur). A l'inverse, le sentiment européen est le plus fort chez les personnes fortement diplômées. Ces liens questionnent et feront l'objet d'analyses ultérieures.

### ENTRE SENTIMENT DE SÉCURITÉ ET PARTICIPATION ASSOCIATIVE : UNE RELATION INTÉRESSANTE À OBSERVER

La relation statistiquement significative entre le sentiment de sécurité et la participation associative souligne l'intérêt d'avoir des indicateurs liés au cadre de vie des personnes, à la sécurité dans le quartier, à la qualité de l'environnement de vie, afin de mieux comprendre et analyser la participation des citoyens à la vie sociale, culturelle et politique en Wallonie. Pour ne citer qu'un exemple, parmi les personnes qui n'ont pas de vie associative, une sur trois se sent en insécurité la nuit dans son quartier contre une sur cinq pour les personnes qui sont membres d'au moins une association.

Dans l'enquête « Identités et capital social en Wallonie », c'est largement un sentiment de sécurité qui domine chez les personnes interrogées. Notons toutefois qu'une personne sur quatre se sent en insécurité la nuit dans son quartier et que, sur l'ensemble de l'échantillon, une personne sur cinq estime qu'au cours des dernières années, son quartier est devenu moins sûr, en terme de sécurité. On peut donc raisonnablement penser que ce sentiment d'insécurité connaît une évolution en Wallonie. Ce sentiment n'est cependant pas le même pour tout le monde et semble être plus marqué chez les personnes qui habitent seules et chez les personnes en difficultés financières. Il

varie aussi selon le lieu d'habitation. Ainsi, les grandes villes et les petites villes (comparées aux communes rurales ou habitations en périphérie d'une grande ville) sont les lieux où l'on se sent le moins en sécurité.

#### NOTE

<sup>1</sup> L'enquête « Identités et capital social en Wallonie », réalisée d'avril à juin 2007 par l'IWEPS, a été menée en collaboration avec l'équipe de recherche dirigée par le Professeur Marc Jacquemain de l'Université de Liège. Elle fait suite à une première enquête réalisée en 2004. Pour les résultats de l'enquête 2004, voir Houard J., Jacquemain M. (eds). Capital social et dynamique régionale. De Boeck Université, Bruxelles, 2006, 251p.

Réalisée en face à face, l'enquête de 2007 porte sur un échantillon probabiliste de 1236 Wallons âgés de 18 ans et plus. Pour information, l'intervalle de confiance pour l'estimation d'une proportion peut être de l'ordre de 2,8% au niveau d'incertitude de 0,05. Il convient de noter que, comme les données proviennent d'enquêtes sur échantillon, les évolutions observées entre 2004 et 2007 doivent être interprétées avec prudence.

<sup>2</sup> La participation associative est mesurée ici à partir du fait d'être membre ou non d'une association, sans considérer le type d'engagement dans l'association (membre passif, actif, organisateur...). Nous avons pris en compte ici la participation aux associations de solidarité, d'entraide, sportives, de loisirs, culturelles, mais nous avons exclu, en revanche, l'affiliation à un syndicat.

<sup>3</sup> La confiance rassemble les citoyens qui déclarent avoir une confiance moyenne, grande ou totale. La méfiance rassemble les personnes qui déclarent n'avoir pas du tout confiance ou peu confiance dans les institutions citées.

<sup>4</sup> A titre de comparaison, en 2007, 40,8% des français ont voté aux 2 tours des élections législatives et 23,7% n'ont voté à aucun des deux tours. Néanmoins, les différences entre les deux systèmes de vote sont telles, qu'une extrême prudence s'impose dans les interprétations.

<sup>5</sup> Deux autres dimensions ont été envisagées pour mesurer le sentiment d'appartenance européen, belge et wallon : l'intensité du sentiment d'appartenance (les modalités de réponse pouvant varier de « fort » à « faible ») et la valorisation du sentiment d'appartenance (les modalités de réponse pouvant varier de « très fier » d'être européen, belge, wallon à « pas fier du tout »).

<sup>6</sup> Voir notamment Jacquemain M. et al, Fédéralisme. Régionalisme. Affiliations, engagements, identités : l'exemple wallon. Ed. Pierre Verjans, Liège, 2005-2006, 157p.